



CDEN 30 juin 2020 Déclaration préalable de la FSU

L'Éducation et ses personnels sortent d'une période qui a révélé la faillite de la politique néolibérale à l'œuvre dans notre pays depuis plusieurs décennies. L'épidémie a mis en lumière et aggravé les contradictions et les injustices qui traversent notre système éducatif. Le gouvernement n'a cessé de se cacher derrière des experts pour adapter sa doctrine sanitaire au gré des circonstances, ne cessant de se contredire et abandonnant à leur sort soignant·es, patient·es et citoyen·nes.

Pendant le confinement se sont multipliées les décisions arbitraires en matière de contrôle des déplacements, les restrictions au droit de manifester, avec le choix de la doctrine de maintien de l'ordre musclé qui tient lieu de dialogue social. C'est inacceptable. L'état d'urgence sanitaire, prorogé au moins jusqu'au 10 juillet, accorde toujours au gouvernement des pouvoirs quasi illimités.

Le discours du président Macron du 14 juin a confirmé sa ligne politique, la volonté de « travailler davantage » pour combler la dette, en l'habillant à peine d'une teinte sociale ou écologique. La mise entre parenthèses de la réforme des retraites n'est pas son abandon et le terrain médiatique a bien repris sa campagne contre le régime de retraite solidaire par répartition. Pour lui, le monde d'après n'est qu'un retour à celui d'avant, en corsetant toujours davantage les libertés ! Il annonce vouloir s'appuyer dans cette « séquence politique » qui s'ouvre sur les corps intermédiaires, alors même que se terminent les opérations de mutations, dans l'opacité totale pour nos collègues, une des conséquences de l'arbitraire de la loi de Transformation de la Fonction Publique et de sa volonté d'éradiquer le paritarisme, garant des droits de tout·es les fonctionnaires.

La décision de rouvrir les écoles était déjà clairement dictée par un impératif économique laborieusement camouflé sous des préoccupations sociales parfaitement légitimes mais invalidées par la liberté de choix laissée aux familles. Cette « scolarisation facultative » scandaleuse a posé des problèmes considérables et porté un préjudice incommensurable à l'école. Et en même temps, ce retour ainsi décrété de l'obligation scolaire nie le travail considérable sur le terrain depuis un mois et demi pour appliquer le protocole sanitaire. Cette négation de la réalité de nos métiers est insupportable.

Il fallait ouvrir coûte que coûte. Si on peut comprendre que le renvoi au local de la mise en œuvre du protocole sanitaire était nécessaire, on constate que certaines directions d'établissement ont exercé des pressions et créé des tensions avec les personnels dont certains ont clairement exprimés leurs souffrances. Dans ce contexte, la dimension pédagogique, essentielle pour nos élèves, a été trop souvent oubliée.

Le ministre n'est plus crédible

Le ministre Blanquer porte une lourde responsabilité. Affirmant tout et son contraire, ayant été systématiquement démenti par le premier ministre durant la crise sanitaire, tant pour la fermeture que la réouverture, ses interventions intempestives dans les médias créent de la confusion, de l'incompréhension, et en définitive de l'angoisse chez les personnels et parfois les élèves. En déclarant, contre l'évidence que « tout était prêt pour la continuité pédagogique » fin mars ou en laissant penser fin mai que « tous les élèves allaient pouvoir être accueillis à l'école », il a alimenté la défiance entre certains parents et les enseignants, défiance qui a culminé ces derniers temps dans une séquence médiatique de « prof bashing » d'une violence inédite, suivi d'un silence assourdissant dont il nous a gratifié, sans aucun mot de soutien pour les personnels dont il a la charge. Pourtant, les enseignant.e.s se sont fortement investi.e.s pour maintenir le lien avec leurs élèves et leurs familles, se débrouillant comme ils l'ont pu avec leurs propres moyens, et leur matériel personnel. La cueillette des fraises eût été moins stressante et moins fatigante.

Cette gesticulation médiatique ne doit pas masquer les pions que les fossoyeurs de l'école publique ont avancés pendant cette crise, le ministre maintenant contre vents et marées son modèle de baccalauréat (contrôle continu, épreuves intermédiaires). Bien loin d'en renforcer la dimension éducative, sociale et émancipatrice, le ministre affaiblit ainsi la notion de Service Public : il maintient les suppressions de postes décidées pour la rentrée 2020 ; alors qu'il faudrait à minima l'injection des 350 postes réservés rien que dans notre académie. Et sous couvert d'une réponse conjoncturelle, avec le dispositif 2S2C, il organise une forme d'externalisation de certains enseignements, avec un recentrage sur les disciplines dites fondamentales. Source d'inégalités territoriales, ce dispositif contribuera à vider l'école de sa substance. Pour la FSU, tous les enseignements sont fondamentaux. En outre, c'est une menace portée sur nos métiers, qu'il s'agisse de la remise en cause de la polyvalence des professeurs des écoles – à laquelle nous sommes fortement attachés – ou celle des spécificités disciplinaires dans le second degré.

L'enseignement numérique, imposé par les circonstances, sert la politique ministérielle de promotion du numérique éducatif commercial, ouvrant la porte aux géants du numériques, GAFAM et NATU, en embuscade pour conquérir ce nouveau marché. En outre, l'enseignement à distance n'est pas une réussite, ce lien virtuel n'est pas de l'enseignement. Un ordinateur, une tablette, un téléphone ne remplaceront jamais les relations interpersonnelles, n'en

dépense aux accros des nouvelles technologies, dont notre ministre fait partie, toujours à vouloir dématérialiser et réduire les coûts au nom du progrès.

Le concept de « vacances apprenantes » et « colo apprenantes », n'est qu'une vaste opération de communication, une de plus, soi-disant pour prendre en compte les élèves les plus en difficulté. Les aider pendant les vacances réduirait la fracture scolaire. Comment se fait-il qu'il ait fallu une crise sanitaire pour que notre institution se soucie enfin de "réduire les fractures scolaires et les inégalités de destin" ? C'est surtout la porte ouverte à des associations ultra-libérales à l'idéologie douteuse, voire dangereuse, telle que Agir pour l'école.

Nous considérons que les aides apportées aux élèves doivent l'être sur le temps scolaire, et que les moyens soudainement trouvés pour rémunérer ces dispositifs doivent être plus utilement employés à la revalorisation des salaires et le dégel du point d'indice. En effet, ce ne sont ni de médailles ni de chocolat ni d' »open badge « agilité pédagogique » dont nous avons besoin en termes de reconnaissance ! D'où sort cette énième lubie « apprenante » ? Comme l'écrit notre collègue Laurence De Cock, « *Nous n'en n'avions pas franchement besoin mais ces dernières semaines ont rappelé aux enseignants qu'avaler des couleuvres était une compétence requise du métier* »*.



Ce que les uns appellent la concertation se restreint, dans le meilleur des cas, à des réunions qui se suivent et se ressemblent, où le dialogue se résume à une écoute plus ou moins polie.

Pourtant, les enseignants ont été soumis à des pressions de leur hiérarchie, et plus que jamais été exposés aux risques psycho-sociaux (stress, épuisement, souffrance au travail), particulièrement les directeur.rice.s d'écoles. Les saisines du CHSCT et les fiches santé et sécurité au Travail ont rarement été aussi nombreuses.

Dans la période actuelle, ces derniers ont été particulièrement sollicité.es et ont joué encore davantage un rôle essentiel pour assurer le bon fonctionnement de l'école, dans le cadre réglementaire actuel et malgré les tentatives du ministère de passer outre. Loin de répondre de manière satisfaisante aux urgences exprimées, la proposition de loi visant à créer une « fonction de directeur d'école », dégraderait le fonctionnement de l'école et les conditions de travail de l'ensemble des personnels et contribuerait au renforcement du nouveau management public.

Le plus grand ministère de la Fonction publique de l'État, qui se targue d'être le ministère de « l'école de la confiance », ne peut continuer de creuser le fossé avec les personnels et leurs représentants. La volonté d'avancer – mais pour aller où ? - coûte que coûte sans écouter les personnels pose sans doute les fondements d'une stratégie politique, mais elle ne sert en rien le service public d'Éducation.

De son côté, le ministre met en place une stratégie du choc : il profite de cette période pour poursuivre et tenter de légitimer son projet pour une école libérale, et imposer à marche forcée sa vision de l'école, qui tourne le dos à un objectif d'émancipation de toutes et tous.

Plutôt que de fausses promesses médiatiques et d'injonctions ministérielles, c'est d'un plan d'urgence dont l'école a besoin. Il doit se préparer dès maintenant avec celles et ceux qui font l'école tous les jours et qui savent ce dont les élèves ont besoin pour retrouver le chemin des apprentissages. Cette école de demain ne sera possible qu'avec des mesures concrètes comme la diminution drastique des effectifs de classe, le développement des RASED et du dispositif « plus de maîtres », de meilleures conditions d'exercice des personnels...

Plus que jamais, les enseignant.e.s vont également avoir besoin de temps pour pouvoir appréhender les effets de cette crise sanitaire sur les élèves et reconstruire tout ce qui aura été chamboulé.

Les équipes pédagogiques sont à bout de souffle, alors que ce sont elles qui tiennent le système éducatif à bout de bras. Il est plus que temps de leur faire confiance, de les écouter et de les informer autrement que par les médias.

Nous considérons que ce CDEN, à cette date, dont l'ordre du jour est bien maigre, n'est qu'une mascarade. *Nous découvrons sur table des documents sur la gestion de la crise sanitaire, mais nous venons de nous exprimer globalement sur ces sujets.* Aussi, nous vous remercions pour votre écoute, et vous laissons poursuivre vos travaux, sans la délégation FSU. Nous quittons le CDEN.

Nous souhaitons une bonne retraite à Madame Rebière.

Monsieur le Préfet, cela faisait longtemps que nous souhaitions votre présence dans cette instance. Il a fallu que vous choisissiez précisément cette date, mais ce ne sera que partie remise : nous ne doutons pas que nous nous verrons lors du prochain CDEN.

* On vous invite fortement à lire son billet sur <https://blogs.mediapart.fr/laurence-de-cock/blog/270620/leur-monde-d-apres-et-la-coulevre-de-trop>